



CONFÉDÉRATION DES HOPITAUX GÉNÉRAUX

COLLECTIF DES SYNDICATS DE PRATICIENS HOSPITALIERS

Dr P. FARAGGI
Président

Lundi 11 avril 2005

COMMUNIQUÉ

↳ **CHG** : Confédération des Hôpitaux Généraux

❖ **FNAP** – Fédération nationale des praticiens des hôpitaux généraux

Dr G. Eschemann

❖ **SNBH** – Syndicat national des biologistes des hôpitaux

Dr G. Pinon

❖ **SNMARHNU** – Syndicat national des anesthésistes réanimateurs des hôpitaux

Dr M. Vignier

❖ **SPH** – Syndicat des psychiatres des hôpitaux

Dr P. Faraggi

❖ **SYNGOF** – Syndicat national des gynécologues et obstétriciens de France

Dr Cousin

❖ **S.P.F.** – Syndicat des psychiatres français

Dr P. Staël

↳ **AMUHF** : Association des Médecins Urgentistes Hospitaliers de France

Dr P. Pelloux

↳ **SNPH-CHG** : Syndicat National des Praticiens Hospitaliers des Hôpitaux Généraux - *Dr B. Devergie*

↳ **UPHP** : Union Nationale des Syndicats de Médecins des Hôpitaux Publics

Dr F. Douchain

↳ **CFE-CGC** : Union Syndicale CFE-CGC des Médecins Hosp. et H.U.

Dr G. Dauplain

↳ **USP** : Union Syndicale de la Psychiatrie

Dr A. Chabert

La Confédération des Hôpitaux Généraux et le Collectif des Syndicats de Praticiens Hospitaliers confirment leur soutien à la grève des médecins urgentistes.

Ce mouvement est tout à fait exemplaire et représentatif des grandes difficultés traversées par l'hôpital public pour l'exercice de ses missions entre des moyens toujours revus à la baisse et l'augmentation, considérable dans certains secteurs, des demandes qui lui sont adressées par la population.

Les hospitaliers sont las des effets d'annonces et des promesses ministérielles réitérées et non suivies d'effet alors que l'état budgétaire se resserre chaque année davantage avec de réelles inquiétudes pour le bouclage 2005 .

De plus, les menaces sur la démographie médicale à l'hôpital pour les prochaines années vont être considérablement aggravées par les projets de réforme précarisant les statuts professionnels des médecins et portant atteinte à leur indépendance professionnelle. Ces projets sont refusés par la grande majorité des professionnels.

La CHG et le Collectif envisagent de déposer un préavis de grève générale si des assurances ne nous sont pas apportées très rapidement pour l'évolution de ce dossier statutaire.

Docteur P. FARAGGI

« Hypertension aux urgences » (30 mars 2005)

Libération, Le Figaro économie, La Croix, Les Echos, L'Humanité

Libération titre en Une « *pourquoi [les urgentistes] craquent encore* ». Le quotidien explique ainsi sur deux pages qu'« *une grève lancée en Bretagne exige que soit revu le système des gardes pour éviter un engorgement* ».

Libération estime qu'« *aujourd'hui, le risque d'une extension généralisée est patent. Ici ou là, c'est le même constat. On évoque des prises en charge de patients en urgence qui se font dans des circonstances dangereuses : des couloirs remplis de brancards en attente de lits d'hospitalisation, des personnes souvent très âgées vivent « dans des conditions non acceptables* » ».

Le journal ajoute que « *le président de la Coordination médicale hospitalière François Aubart a pressé, hier, Philippe Douste-Blazy de «finaliser» les textes sur l'organisation des urgences, faute de quoi, selon lui, le mouvement de grève breton «va s'étendre au plan national»* ».

Libération estime qu'« *à travers ce conflit, c'est tout le tissage liant la médecine de ville et les hôpitaux qui se révèle aujourd'hui fragilisé* ». Le journal note que « *les patients ont changé, vont beaucoup plus à l'hôpital que chez leur médecin de ville. Ils ont vieilli surtout, et les soins qu'ils réclament se révèlent de plus en plus complexes. Mais les médecins, eux aussi, ne sont plus les mêmes. A l'heure des 35 heures, les nouvelles générations n'ont plus envie de sacrifier leur vie sur l'autel de leur vocation. Et logiquement, ces tensions se retrouvent condensées autour de la permanence des soins* ».

La Croix remarque également que « *les médecins de garde ne répondent plus, les urgences non plus* », tandis que Le Figaro économie note que « *la Bretagne [est] aux avant-postes pour dénoncer l'engorgement des urgences* ».

Le journal indique que Patrick Pelloux « *a repris du service hier* » et « *demande une double négociation sur les urgences hospitalières et la permanence des soins en ville «pour que tout le monde assume ses responsabilités»* ».

Le Figaro économie rappelle que « *la rémunération des gardes et astreintes réalisée par les médecins libéraux volontaires est pendante, en attendant la publication imminente d'un décret. Cela ne facilite pas toujours la bonne coopération entre libéraux et hospitaliers* », note le quotidien.

Le journal précise cependant qu'« *à Rennes, en grève comme la plupart des sites bretons depuis le 17 mars, les hospitaliers mettent surtout en cause l'absence de lits de suite où adresser les patients après leur passage aux urgences* »

« Les urgentistes appellent à la grève dès lundi » (31 mars 2005)

Libération, Le Figaro économie, Le Parisien, La Croix, L'Humanité, Les Echos, Le Quotidien du Médecin

Le Parisien annonce en effet que « *le mouvement de grève des urgentistes risque de*

gagner toute la France. Hier, l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France a lancé à ses troupes un mot d'ordre de grève illimitée à partir de lundi », indique le journal.

Le Parisien cite Patrick Pelloux, qui veut une « *négociation sur les moyens des urgences* » et sur une « *meilleure implication des médecins libéraux* ». Le quotidien revient sur les déclarations du président de l'Amuhf, qui a accusé les médecins libéraux de « *faire de moins en moins de gardes* », et note que « *la riposte de ses collègues installés en ville n'a pas traîné* ».

Le Parisien indique ainsi que, « *«scandalisés» par ces «déclarations outrancières», les médecins libéraux de la région Midi-Pyrénées vont porter plainte pour diffamation contre M. Pelloux* ».

Libération constate également que « *la grogne des urgentistes rebondit sur les généralistes* ». Le quotidien note ainsi que « *la tension monte d'un cran chez les urgentistes ; mais aussi chez les médecins généralistes, qui n'ont pas du tout apprécié de se voir mis en cause par Patrick Pelloux* ».

Libération remarque que le président de l'Amuhf « *multiplie les déclarations musclées sur le manque d'implication des généralistes dans la permanence des soins* ». Le journal cite le praticien, qui a notamment déclaré : « *Les urgentistes en ont assez d'avoir à faire face aux dysfonctionnements de la ville et de l'hôpital* ».

Le journal note lui aussi que « *les médecins libéraux de Midi-Pyrénées, généralistes et spécialistes, ont fait savoir qu'ils «rejetent formellement les propos injurieux proférés (...) à l'encontre de la médecine libérale». [...] Agacement aussi chez Christian Lehmann et Jean-Paul Hamon (vice-président de la Fédération des médecins de France), tous deux généralistes en région parisienne. Dans un texte commun, ils refusent de se voir désigner comme «boucs émissaires commodes», arguant «qu'aucun médecin généraliste ne se désengage de la permanence des soins, que chacun d'eux l'assume, en moyenne, pendant 55 heures* » », ajoute Libération.

Le quotidien constate que « *face à la grogne, Philippe Douste-Blazy a demandé au directeur de l'hospitalisation (DHOS), Jean Castex, de lui proposer «au plus tard fin avril le contenu et le calendrier des actions» à mener en 2005 «en faveur des urgences dans chaque région* » ».

Le Figaro économie remarque également que « *la grève des urgentistes hospitaliers de Bretagne fait tache d'huile* », tandis que L'Humanité note sur une page qu'« *en attendant [la finalisation des décrets sur l'organisation de la permanence des soins], les urgences craquent de toutes parts* ».

Le Quotidien du Médecin note aussi que « *les urgentistes en colère entendent protester contre les conditions de travail dans les services d'urgences et dans les Samu ; ils critiquent le désengagement des médecins libéraux de la permanence des soins. Ceux-ci s'insurgent contre cette accusation* », ajoute la revue, qui parle de « *feu aux urgences* ».

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 4 avril 2005

Crise aux urgences, la partie visible d'un malaise plus général

L'encombrement actuel des services d'urgences n'est que le révélateur d'une crise beaucoup plus profonde qui affecte aujourd'hui l'ensemble du système de santé et la communauté hospitalière plus particulièrement.

La Fédération hospitalière de France qui représente tous les hôpitaux publics ne peut pour autant cautionner le discours qui tend à faire croire que les difficultés actuelles qui frappent certains services d'urgences s'expliqueraient uniquement par le manque de moyens de ces services. La FHF ne peut également laisser se développer l'idée que ces difficultés risquent de faire courir un quelconque danger aux usagers de l'hôpital.

La problématique de l'accueil des urgences ne peut se réduire au seul manque de moyens. Elle doit être comprise comme le résultat d'un double phénomène qui touche l'amont et l'aval des urgences :

- des insuffisances dans la permanence des soins dans le secteur de la médecine de ville
- des capacités d'accueil saturées dans les filières d'aval des urgences aussi bien à l'hôpital (court et moyen séjour gériatrique) que dans les maisons de retraites, par ailleurs insuffisamment médicalisées.

Il n'est pas question de stigmatiser les partenaires extérieurs de l'hôpital, et notamment les médecins libéraux, sans reconnaître les contraintes qui sont les leurs, mais une meilleure coordination des interventions libérales et hospitalières est la seule voie d'amélioration possible. Cette coordination ne peut être organisée sur la seule base du volontariat et requiert une implication des autorités sanitaires au niveau de chaque territoire.

La FHF rappelle qu'une nouvelle organisation des urgences hospitalières ne peut se faire sans l'évolution des textes actuels. Elle demande en conséquence à ce que les nouveaux décrets relatifs à l'organisation et au fonctionnement de l'accueil des urgences à l'hôpital, en chantier depuis plus de deux ans, soient très rapidement publiés.

Seule une prise en compte globale de l'ensemble des dysfonctionnements qui produisent l'engorgement des services d'urgences permettra de remédier au malaise actuel qui touche l'ensemble des services hospitaliers.

Claude EVIN, Président
Gérard VINCENT, Délégué Général

Contacts presse :

Nicolas Péju, Responsable de la communication, 01.44.06.85.22, n.peju@fhf.fr

« Grève générale illimitée dans les urgences »

Libération, Le Figaro économie, Le Parisien, La Croix, L'Humanité, La Tribune
Libération indique en effet qu'« à l'appel de Patrick Pelloux, président de l'Amuhf, commence aujourd'hui une grève générale illimitée dans les services d'urgence des hôpitaux, «pour protester contre la saturation de ces services et obtenir l'organisation d'un Grenelle des urgences» ».

Le quotidien parle de « mouvement spectaculaire, mais qui risque d'être peu suivi ».

Libération remarque en effet que « d'un côté, les grévistes peuvent être réquisitionnés, et, de l'autre, les déclarations multiples de Pelloux ont plus divisé que mobilisé dans le monde médical sur la question de la permanence des soins ».

Libération cite ainsi Philippe Douste-Blazy, qui déclare qu'« il faut arrêter cette guerre stérile entre hospitaliers et libéraux ». Le ministre remarque en outre que « côté urgences, nous allons vérifier région par région les besoins et les manques. Déjà, plus de 2 000 postes ont été créés ».

Le Figaro économie aborde également cette « grève aux urgences sur fond de polémique ». Le journal remarque : « En trouvant de l'argent qu'il n'avait pas il y a 2 mois pour les fonctionnaires, puis les éleveurs et les agriculteurs, puis les départements qui ont vu grimper le nombre de Rmistes, le gouvernement a ouvert la boîte de Pandore ».

Le Figaro économie note que « les problèmes [aux urgences] sont récurrents et réels, mais la «grève illimitée» à laquelle appelle Patrick Pelloux, [...] est loin de faire l'unanimité dans le monde médical ». Le journal rappelle ainsi que les libéraux « apprécient peu d'avoir été désignés comme coresponsables de l'engorgement des services d'urgence, alors qu'eux-mêmes attendent avec impatience le décret sur la permanence des soins en ville qui permettra de boucler la négociation sur la revalorisation des gardes et astreintes ».

Le Figaro économie ajoute que, « plus que financiers, [...] les problèmes sont d'ordre organisationnel ».

Le Parisien constate aussi que « les urgentistes entament une grève illimitée ». Le journal parle de « nouveau coup de chaud aux urgences », mais précise néanmoins que « les soins continueront d'être assurés », puisque « les grévistes se contenteront de porter un brassard pour signaler leur engagement ».

Le Parisien estime par ailleurs que « ce mouvement s'annonce très suivi, tant les

difficultés auxquelles se heurtent les services d'urgences sont grandes ».

L'Humanité publie pour sa part un entretien avec Patrick Pelloux, qui déclare notamment : « *Nous sommes dans un état de crise permanent* ».

Revue de presse rédigée par **Laurent Frichet**